Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 75 (1995)
Heft: 4

Artikel: Les relations économiques franco-suisses à l'aube d'un nouveau septennat

Autor: Bartu, Friedemann

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-886526

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les relations économiques franco-suisses à l'aube d'un nouveau septennat

Friedemann Bartu, correspondant économique et financier de la Neue Zürcher Zeitung, Paris

Disons-le tout net : l'année 1995, dont de nombreux milieux estimaient en France qu'elle allait marquer une amélioration durable de la situation économique, a déçu et ne figurera certainement pas comme une année-phare dans les annales des relations économiques franco-suisses. Cela étant, avec une croissance estimée autour de 2,5 %, largement exempte d'inflation qui plus est, l'économie française n'en a pas moins fait honorable figure l'an dernier, encore que ce résultat soit dû en bonne partie aux chiffres du commerce extérieur. Le gouvernement français, en effet, s'attend une nouvelle fois à un brillant excédent exportateur pour 1995. En revanche, la consommation domestique privée et les investissements des entreprises sont restés atones, de sorte que la plupart des succursales de sociétés suisses en France, comme une majorité d'entreprises indigènes d'ailleurs, n'ont pas vu le bout de leurs difficultés au cours de la période sous revue.

Les incertitudes économiques et politiques liées aux élections ont prolongé leurs effets bien plus avant qu'on ne l'envisageait initialement, et l'espoir qu'avaient de nombreux cercles de voir l'arrivée d'un nouveau locataire à l'Élysée entraîner *ipso facto* une sensible amélioration du climat économique et psychologique, ne s'est pas concrétisé. Selon les résultats d'une enquête que nous avons effectuée en cette fin d'année auprès d'une bonne vingtaine de filiales françaises d'entreprises suisses, essentiellement des PME, 1995 aura été, sauf rares exceptions, une année plutôt médiocre à l'instar des précédentes. Élément aggravant compte tenu des années de vaches maigres que l'on a déjà derrière soi : les perspectives d'avenir demeurent tout sauf roses, aujourd'hui comme hier. « *Encore heureux si nous pouvons maintenir notre chiffre d'affaires au niveau de 1995 l'an prochain* », murmure-t-on dans de très nombreuses succursales françaises de maisons helvétiques ; d'autant plus que la nouvelle poussée de fièvre qu'a connue le franc suisse en 1995 cause de sérieux problèmes à ces maisons.

Une loi non écrite veut qu'en année électorale, principalement au cours des semaines qui précèdent et qui suivent un scrutin, la vie économique tourne au ralenti dans de larges secteurs de l'Hexagone. On sait d'expérience qu'il ne se prend aucune décision importante lorsque le gouvernement et l'opposition sont en pleine bataille électorale. De même, à pareilles époques, les corps d'État s'occupant d'affaires industrielles sont peu enclins à trancher, de peur d'être rendus responsables de quelque choix malencontreux par leurs éventuels successeurs. Et après les élections, il faut encore compter avec un temps mort correspondant à la période de réflexion dont a naturellement besoin toute équipe fraîchement élue pour se faire une idée de l'état de la nation et se familiariser avec les dossiers qui l'attendent.

L'année présidentielle 1995, qui fut aussi celle du renouvellement des maires et des conseils régionaux, n'a pas fait exception à cet égard. De plus, la France affronte en ce moment toute une série de problèmes structurels non négligeables qui ne peuvent être maîtrisés uniquement par des mesures de politique économique conventionnelles. **Des réformes en profondeur s'imposent sur le marché de l'emploi, au chapitre de l'assurance sociale comme dans la banque et la fonction publique,** pour ne citer que ces deux ou trois secteurs prioritaires. Par-dessus le marché, le gouvernement Juppé a la tâche ingrate de remettre rapidement d'aplomb des finances d'État déséquilibrées afin que la France puisse remplir les conditions d'adhésion à l'union monétaire européenne, prévue en principe pour 1999. Or, il y a longtemps qu'on ne peut plus s'acquitter d'une pareille tâche en se contentant d'opérer de nouvelles ponctions fiscales ; il faut également, désormais, tailler dru dans les dépenses publiques. Raison pour laquelle, en octobre 1995, cinq mois après sa prise de fonction, le président Jacques Chirac a promis aux Français deux autres « années difficiles » pendant lesquelles ils devront se serrer la ceinture.

L'espoir, initialement caressé par le nouveau gouvernement de voir le redémarrage conjoncturel de 1994 contribuer de manière déterminante à améliorer la situation économique, à réduire le chômage et surtout à grossir

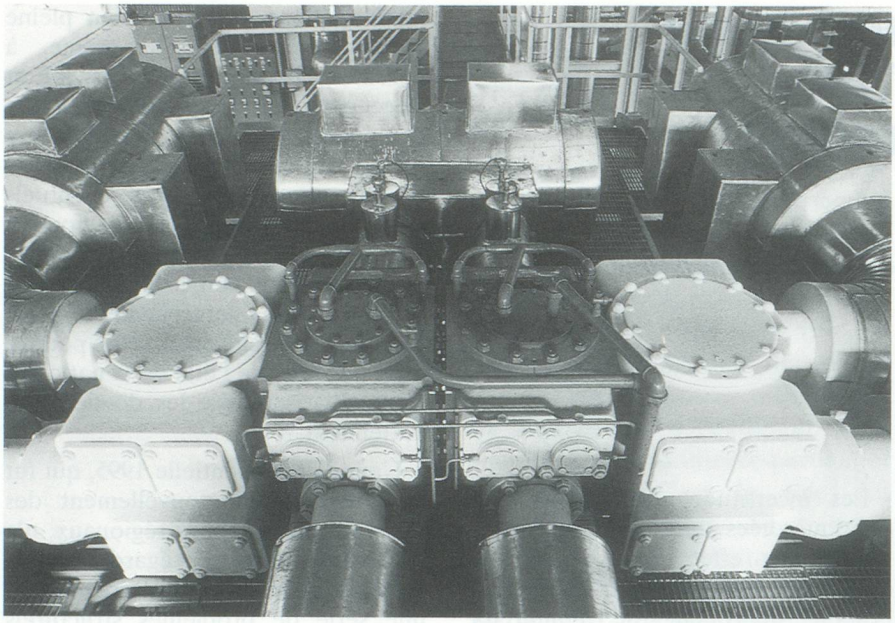

Photo : Compresseurs à labyrinthe de Sulzer-Burckhardt AG, installés en Corée du Sud.

...« Pour assurer leur avenir, certains groupes sont obligés d'explorer de nouveaux marchés en Indochine, en Inde et en Amérique latine... »

les recettes fiscales, s'est vite évaporé. Pire : au 1er semestre de 1995, les recettes fiscales sont tombées à un niveau bien inférieur à celui de l'année précédente. Dans le collectif budgétaire de 1995 présenté en juin, le gouvernement a donc majoré la TVA de deux points pour la porter à 20,6 % et amputé les programmes de dépenses de plus de 20 milliards de FRF. De plus, Paris a mis en perspective toute une série de mesures (fiscales) draconiennes visant à juguler le déficit de la Sécurité sociale, qui a atteint rien moins que 65 milliards de FRF en 1995.

Quelques semaines à peine après les élections présidentielles, il est apparu clairement que les promesses de la campagne électorale ne pourraient être tenues à brève échéance et que les espoirs suscités par le changement de pouvoir ne se concrétiseraient pas très rapidement. Cet amer constat a aussitôt nourri déception et pessimisme, provoquant une interminable dégringolade de la cote de popularité du gouvernement Juppé dans les sondages. Sur quoi l'on a encore assisté début novembre, en plein débat budgétaire au parlement, à un remaniement ministériel surprise par lequel le locataire de Matignon, mis sous pression, a resserré son cabinet pour le rendre plus combatif... et le combat ne s'est pas fait attendre : suite à l'annonce du programme de restructuration de la Sécurité sociale, les syndicats (excepté la CFTC) ont manifesté leur opposition et les cheminots ainsi qu'une partie du personnel de la RATP ont paralysé les transports publics autant en Région Parisienne qu'en Province.

Le négativisme qui, en France, a gagné les esprits après les vacances d'été, a eu des effets spectaculaires sur le marché parisien des actions. Celui-ci a essuyé à la rentrée une grosse onde baissière qui a fait provisoirement chuter l'indice CAC-40 à son niveau plancher annuel en octobre. Pendant ce temps, de fortes pressions s'exerçaient sur le franc français, obligeant la Banque de France a réactiver son dispositif de défense du « franc stable » et à faire repasser au-dessus de 7 % le taux de prise en pension à 24 heures. Face aux incertitudes politiques et économiques, les gardiens de la monnaie française ont également bloqué leur taux officiel d'intervention à 5 % durant une grande partie de l'année, un niveau relativement élevé compte tenu des quelque 2 % d'inflation annuelle et qui se maintient ainsi depuis l'été 1994 déjà. Ainsi, les taux réels se trouvaient en France sur un niveau très élevé de 3,25 %, tandis qu'en Suisse, ils avaient baissé à 0,05 %.

Sur cette toile de fond, on ne sera pas surpris d'apprendre qu'en 1995, **la plupart des succursales suisses (implantées en France) interrogées ont dû affronter de nouveaux problèmes dans l'Hexagone**. Les sociétés qui ont été le plus directement touchées par les grands soubresauts de politique intérieure sont celles qui travaillent beaucoup avec l'industrie française d'État et dépendent donc des commandes publiques. Il s'agit par exemple de **Swissphone-Sprintel SA** qui, entre autres produits, fabrique des instruments de transmission radio fort répandus et appréciés, notamment parmi les sapeurs-pompiers français. L'un des responsables de cette société, Emmanuel Forcadel, confie que le flot des commandes s'est rapidement tari au cours des semaines qui ont précédé les élections présidentielles, puis les municipales peu de temps après. A l'évidence, de nombreux crédits se sont trouvés gelés et d'innombrables projets d'investissement public bloqués pendant cette période. Ce n'est qu'à partir du milieu de l'année que les affaires ont repris, si vigoureusement d'ailleurs que Swissphone estime pouvoir entièrement rattraper d'ici la fin de cette année le chiffre perdu au cours du premier semestre.

La filiale française du fabricant de machines-outils, **Schaublin Suisse**, fournisseur entre autres de la SNECMA, entreprise d'État, ainsi que de plusieurs lycées techniques, signale une évolution de même type. C'est essentiellement au cours de la seconde moitié de l'année que son unité commerciale de Poissy, qui compte six personnes, a réalisé la totalité de son chiffre d'affaires annuel, soit environ 15 millions FRF. Jusqu'aux vacances d'été, Schaublin a connu la morte sai-

son pour cause électorale. Selon Monique Tanguy, responsable des finances et du personnel, la société a pu compenser au second semestre les pertes enregistrées de janvier à juillet et honorer ainsi intégralement les prévisions budgétaires, de sorte que l'année 1995 aura tout de même été relativement satisfaisante.

Paul Lédy, directeur de **Rutschi Pompes**, confirme que l'exercice 1995 n'a pas été facile pour la branche des machines-outils en France. Comme son nom l'indique, cette entreprise vend des pompes industrielles notamment pour l'industrie chimique et nucléaire. Paul Lédy souligne que si les ventes n'ont pas accusé de baisse sensible avant les élections, c'est tout simplement parce que la demande en France était déjà anémique depuis deux à trois ans. Au début de chaque année, la branche a cru voir se profiler une reprise, mais celle-ci n'est jamais venue. Un léger frémissement s'est tout de même produit après les élections poursuit M. Lédy, le choix des urnes ayant soudain fait sortir plusieurs projets des tiroirs. Cela dit, devant le marasme du marché hexagonal, Rutschi Pompes s'intéresse à de nouveaux débouchés extérieurs. L'entreprise attend beaucoup, par exemple, de l'important contrat prévoyant la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Chine méridionale et que Framatome et Électricité de France ont signé conjointement avec les autorités chinoises en octobre à Pékin – même s'il ne doit donner ses premiers fruits que dans un ou deux ans au plus tôt.

En 1995 aussi, les activités d'entreprises étrangères – ou plus exactement les investissements d'entreprises étrangères – ont insufflé de précieuses bouffées d'oxygène à la succursale française du groupe **Georg Fischer**. Comme l'explique son directeur, Jan Roos, l'entreprise a vu son chiffre d'affaires s'affirmer en cours d'exercice et on devrait assister à un redressement considérable grâce à de grands projets, notamment dans le domaine de la micro-informatique.

En revanche, la **New Sulzer Diesel France SA**, réorganisée depuis quelques années, s'est presque totalement détachée du marché français. Son porte-parole, Jean-Luc Decouvelaere, avoue que cette maison, qui compte environ 500 employés, a eu la Chine comme premier client. La pénurie d'énergie dont souffre l'Empire du milieu appelle des solutions urgentes, que Sulzer est en mesure de fournir grâce à des centrales Diesel. Si la conception de ces installations et la fabrication des moteurs diesel s'effectue en France, les débouchés se situent en revanche dans le lointain outre-mer. M. Decouvelaere souligne cependant que le climat des affaires s'est passablement détérioré en Chine au cours de 1995. Poussé par des impératifs budgétaires, Pékin freine un peu partout les dépenses, à telle enseigne qu'en République populaire, on voit souvent aujourd'hui des projets préparés de longue main échouer à la dernière minute faute de capitaux. Pour assurer son avenir, le groupe est donc obligé d'explorer de nouveaux débouchés en Indochine, en Inde et en Amérique latine.

L'entreprise **Swissphone**, mentionnée en début d'article, pense également pouvoir atteindre les buts fixés pour 1995, après avoir vu son chiffre d'affaires s'éroder continuellement depuis plusieurs années. Ce recul s'explique d'un côté par le fait qu'en France, un nombre croissant de grands marchés publics se ferment à la concurrence. D'un autre côté, on voit aussi fléchir, chez Swissphone comme ailleurs, la propension de la clientèle française à obtenir à tout prix de la (haute) qualité suisse, surtout depuis que le marché indigène présente des produits de substitution moins coûteux et de qualité néanmoins acceptable.

Parmi d'autres succursales françaises d'entreprises suisses, **Camille Bauer Instruments de Mesure SA,** remarque que compte tenu de la banalisation de certains instruments de mesure à usage industriel, les produits suisses ne bénéficient plus du même avantage. Le Président-Directeur Général de cette entreprise, Nicolas Heyndrickx va jusqu'à défendre le point de vue selon lequel cette situation aurait favorisé l'émergence de nouveaux concurrents. Il signale à cet effet qu'au cours de ces dernières années, on a vu diverses PME françaises réussir à s'imposer,

(suite p. 14)

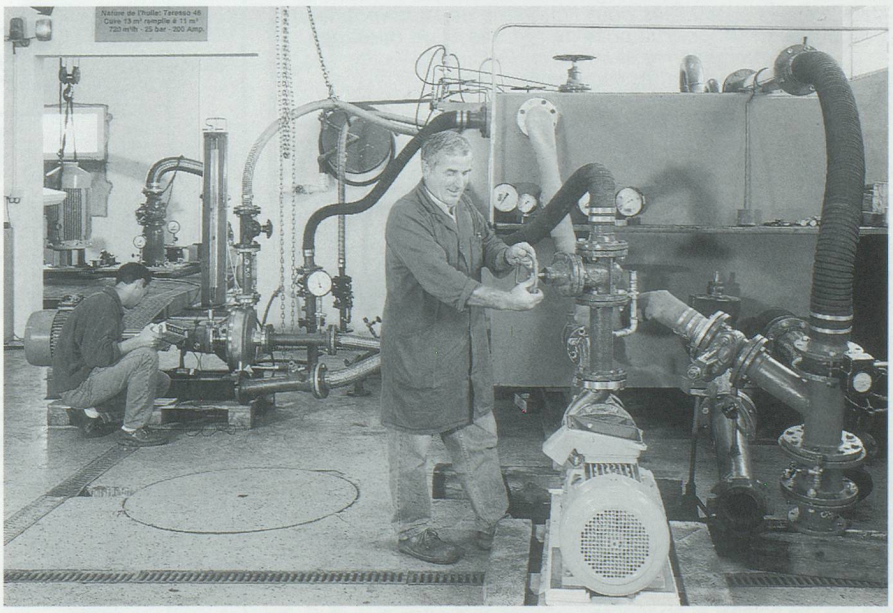

Photo : Rutschi Pompes SA.

...« l'exercice 1995 n'a pas été facile pour l'industrie mécanique en France... »